



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DIJON, LE

**ARRETE PREFECTORAL**

**PORTANT MISE EN DEMEURE**

----

**SARL SOCOVAL**

----

Commune de MARSANNAY LE BOIS

----

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,**

**PRÉFET DE LA CÔTE D'OR**

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 23 mai 2000 autorisant la SARL SOCOVAL, dont le siège social est situé route de Savigny le Sec, 21380 MARSANNAY LE BOIS, à exploiter une carrière à ciel ouvert de pierres calcaires sur le territoire de la Commune de MARSANNAY LE BOIS, lieux dits "Les Ruchérons" et « Au Dessus de la Brûlée », sur les parcelles n° 2 et n° 3 section ZL, n° 39, 40, 41 et 42 en partie et 101 section ZM, n° 4 et 38 section ZL sur une superficie totale de 23 ha 88 a 90 ca,
- VU l'arrêté préfectoral du 23 août 2007 portant mutation d'une autorisation d'exploiter une carrière de pierres calcaires au profit de la Société SOCOVAL sur la commune de MARSANNAY LE BOIS,
- VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 8 juillet 2010,
- CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas respecté les exigences des articles 15 1<sup>er</sup> alinéa et 26-2 1<sup>er</sup> alinéa l'arrêté préfectoral du 23 mai 2000,
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,

## ARRETE

### ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la SARL SOCOVAL, dont le siège social est situé Route de Savigny le Sec, 21380 MARSANNAY LE BOIS, est mise en demeure, pour sa carrière à ciel ouvert de pierres calcaires sur le territoire de la Commune de MARSANNAY LE BOIS, lieux dits "Les Ruchérons" et « Au Dessus de la Brûlée », de respecter les exigences de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2000 :

- dans un délai de 1 mois

La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.),  
(article 15 1<sup>er</sup> alinéa)

- dans un délai de 3 mois

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche avec un point bas relié à un décanteur déshuileur garantissant un rejet dont la concentration en hydrocarbures n'excède pas 5 mg/l. Celui-ci est régulièrement vidangé par une entreprise agréée.  
(article 26-2 1<sup>er</sup> alinéa)

### ARTICLE 2 -

Délais de recours (article L514-6 du code de l'environnement) La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de DIJON (22 rue d'Assas). Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, délai qui commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

### ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la préfecture de la Côte d'Or, le maire de MARSANNAY LE BOIS, Mme la Sous-Préfète de l'arrondissement de MONTBARD le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de la société SOCOVAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
(2 exemplaires)
- . M le Directeur des Services d'archives départementales,
- . M. le Maire de MARSANNAY LE BOIS.
- . Mme la Sous-Préfète de MONTBARD
- . M. le Directeur de la société SOCOVAL

FAIT à DIJON, le

- 6 AOUT 2010

Le PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale

Martine JUSTON